

**No. 26863**

---

**FRANCE  
and  
BULGARIA**

**Agreement on cooperation in veterinary matters. Signed at  
Sofia on 18 January 1989**

*Authentic texts: French and Bulgarian.*

*Registered by France on 6 October 1989.*

---

**FRANCE  
et  
BULGARIE**

**Accord de coopération dans le domaine vétérinaire. Signé à  
Sofia le 18 janvier 1989**

*Textes authentiques : français et bulgare.*

*Enregistré par la France le 6 octobre 1989.*

## ACCORD<sup>1</sup> DE COOPÉRATION DANS LE DOMAINE VÉTÉRINAIRE ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE BULGARIE

Le Gouvernement de la République Française et  
Le Gouvernement de la République Populaire de Bulgarie,

Animés du désir d'approfondir et d'étendre la coopération entre les deux pays dans le domaine vétérinaire, déterminés à faciliter l'échange d'animaux vivants et de produits d'origine animale, entre les deux pays,

Déterminés à étendre leur coopération dans le domaine vétérinaire en vue de prévenir et de combattre, dans leur mutuel intérêt les maladies animales, de préserver la santé humaine ainsi que de promouvoir le développement de la production animale,

Sont convenus de ce qui suit :

### *Article 1*

Afin de prévenir et de combattre les maladies animales transmissibles, les Parties contractantes prennent les mesures suivantes :

1. Les Parties contractantes s'informent mutuellement dans le délai réglementaire fixé par le Bureau International des Epizooties à Paris :

— De l'apparition des maladies ci-après qui présentent un danger particulier et de leur évolution jusqu'à leur disparition complète :

Peste bovine,  
Péripleurite contagieuse bovine,  
Peste équine,  
Fièvre catarrhale ovine (« blue tongue »),  
Clavelée,  
Peste porcine classique,  
Peste porcine africaine,  
Fièvre aphteuse (types classiques et exotiques),  
Morve,  
Dourine,  
Maladie de Teschen,  
Maladie vésiculeuse du porc,  
Maladie d'Aujeszki,  
Tularémie,  
Myxomatose;

- Des mesures prises en vue de combattre les maladies animales transmissibles;  
— Des régions infectées par les maladies animales transmissibles, des espèces animales atteintes et du nombre de cheptels atteints;  
— Des types de virus identifiés et des voies présumées de l'introduction de la contagion.

<sup>1</sup> Entré en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 1989, soit le premier jour du deuxième mois ayant suivi la date de la dernière des notifications (des 27 février et 2 mars 1989) par lesquelles les Parties contractantes s'étaient informées de l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises, conformément au paragraphe 1 de l'article 8.

2. Les Parties contractantes se communiquent tout rapport officiel concernant la situation en matière de maladies animales transmissibles présentant un danger particulier dans le délai réglementaire fixé par l'Institut International des Epizooties à Paris.

3. Les Parties contractantes s'informent mutuellement de l'apparition de zoonoses ou de la présence chez les animaux ou dans les produits alimentaires d'origine animale importés d'éléments de nature chimique, biologique, physique ou mécanique dangereux ou nuisibles à la santé de l'homme.

4. En cas de besoin les Parties contractantes s'offrent leur concours pour le diagnostic des maladies visées au point 1 et peuvent échanger des souches bactériennes et virales.

#### *Article 2*

Les Parties contractantes s'informent mutuellement des conditions et des modalités d'application de toutes techniques et de tous procédés permettant de protéger les animaux contre les maladies animales transmissibles, les parasitoses et d'autres dangers particuliers pour les cheptels et se portent assistance :

- Lors de l'importation, de l'exportation et du transit d'animaux, de produits et de matières premières d'origine animale et d'objets susceptibles d'être porteurs d'éléments de contagion;
- En se faisant part des mesures prises en cas de maladies animales non transmissibles ainsi qu'en cas d'effets nuisibles (par exemple dus à des produits toxiques, à des matières radio-actives, etc.) qui peuvent provoquer des pertes importantes d'animaux ou diminuer la productivité des cheptels.

Pour l'application des arrangements prévus à l'article 4 paragraphe 1 du présent Accord, les autorités vétérinaires compétentes pourront conclure des arrangements particuliers fixant les conditions sanitaires pour l'importation et l'exportation d'animaux vivants et de produits d'origine animale entre les territoires des Parties contractantes.

#### *Article 3*

Les Parties contractantes encouragent la coopération scientifique et la coopération en matière d'organisation dans le domaine vétérinaire :

a) Par l'échange de leurs connaissances et de leurs expériences dans le domaine de la formation et de la formation continue en médecine vétérinaire et de la pratique professionnelle de spécialistes en médecine vétérinaire;

b) En s'informant mutuellement de l'organisation de congrès scientifiques vétérinaires ainsi que d'autres réunions offrant un intérêt international dans le domaine vétérinaire;

c) Par l'échange de littérature spécialisée et de publications périodiques récentes dans le domaine de la médecine vétérinaire;

d) En se communiquant tous renseignements, concernant l'organisation vétérinaire ainsi que les prescriptions et les dispositions légales existant dans le domaine vétérinaire.

#### *Article 4*

1. Le Ministre de l'Agriculture et de la Forêt, pour le Gouvernement de la République Française, le Ministre de l'Agriculture et des Forêts, pour le Gouverne-

ment de la République Populaire de Bulgarie conclueront, en tant que de besoin, les arrangements nécessaires à la mise en œuvre du présent Accord.

2. Les autorités vétérinaires supérieures des Parties contractantes peuvent entrer en contact pour échanger les informations visées par les articles I, II et III et se rencontrer, si nécessaire, pour se consulter et pour évoquer leurs expériences.

#### Article 5

Les frais entraînés par le matériel de documentation et son transport, visés aux articles 2 et 3, sont pris en charge par la Partie contractante qui procède à l'envoi.

L'envoi d'experts se fait par accord mutuel. Dans ce cas, les frais de voyage sont à la charge de la partie qui délègue ceux-ci. La partie qui reçoit paie les frais de séjour ainsi que les frais entraînés par des voyages sur son territoire en rapport avec l'objectif du séjour.

#### Article 6

Le présent Accord n'affecte en aucune manière les droits et obligations découlant d'accords internationaux signés préalablement par les Parties contractantes.

#### Article 7

Le présent Accord s'applique, en ce qui concerne la partie française, aux départements européens de la République Française et, en ce qui concerne la partie bulgare, au territoire de la République Populaire de Bulgarie.

#### Article 8

1. Chaque Partie notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures requises par sa Constitution pour l'entrée en vigueur du présent Accord. Celui-ci prendra effet le premier jour du deuxième mois suivant la date de la dernière notification.

2. Le présent Accord est conclu pour une durée de cinq ans. Il est renouvelable, à chaque terme, par tacite reconduction pour la même durée.

A l'expiration de son premier terme, il pourra être dénoncé, à tout moment, sous préavis de six mois.

3. Le présent Accord abroge et remplace, à son entrée en vigueur, la convention vétérinaire conclue le 30 janvier 1968 entre le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République Populaire de Bulgarie.

FAIT à Sofia le 18 janvier 1989, en double exemplaire, chacun en langues française et bulgare, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement  
de la République Française :

[Signé — Signed]<sup>1</sup>

Pour le Gouvernement  
de la République Populaire  
de Bulgarie :

[Signé — Signed]<sup>2</sup>

---

<sup>1</sup> Signé par Roland Dumas — Signed by Roland Dumas.

<sup>2</sup> Signé par Petar Mladenov — Signed by Petar Mladenov.

[BULGARIAN TEXT — TEXTE BULGARE]

ДОГОВОР МЕЖДУ ПРАВИТЕЛСТВОТО НА ФРЕНСКАТА РЕПУБЛИКА И ПРАВИТЕЛСТВОТО НА НАРОДНА РЕПУБЛИКА БЪЛГАРИЯ ЗА СЪТРУДНИЧЕСТВО В ОБЛАСТТА НА ВЕТЕРИНАРНОТО ДЕЛО

Правителството на Френската Република и Правителството на Народна република България, водени от желанието да разширят и задълбочат сътрудничеството между двете страни във ветеринарната област,

С цел да улеснят обмена на живи животни и продукти от животински произход и да подобрят профилактиката и борбата срещу болестите по животните и опазване здравето на човека,

В желанието си да насърчат производството на животинска продукция,

Се договориха за следното:

*Член 1*

За профилактика и борба със заразните болести на животните Договарящите се страни вземат следните мерки:

1. Договарящите страни се осведомяват взаимно в срок регламентиран от Международното бюро по эпизоотии гр. Париж:

— за появата на цитраните по-долу особено опасни болести и за тяхното развтие до околчателното им ликвидиране:

Чума по говедата,  
Заразна плевропнеумония по говедата,  
Чума по конете,  
Катарална треска по овците («сип език»),  
Шарка,  
Класическа чума по свинете,  
Африканска чума по свинете,  
Шап (класически и екзотични типове),  
Сап,  
Дурип по конете,  
Тешенска болест,  
Везикулозна болест на свинете,  
Болестта на Ауески,  
Туларемия,  
Миксоматоза;

— за взетите мерки за борба срещу заразни болести по животните;

— за районите засегнати от заразни болести по животни, за видовете заразени животни и техния брой;

— за установените вируси и предполагаемите пътища на заразата.

2. Договарящите се страни се уведомяват за всяко официално съобщение, което се отнася до състоянието на особено опасните и заразиите болести по животните в срокове, регламентиращи от Международното бюро по эпизоотии гр. Париж.

3. Договарящите се страни се информират взаимно за появяването на зоонози или за наличието в животните, или във внесените хранителни продукти от животински произход, на вещества от химическо, биологично, физическо или механично естество, опасни или увреждащи здравето на човека.

4. В случай на нужда Договарящите се страни си оказват взаимна помощ за диагностициране на болестите, посочени в точка 1 и могат да разменят помежду си бактериални и вирусни щамове.

#### Член 2

Договарящите се страни се уведомяват взаимно за условията и начините на приложение на всички инструкции и методи за предпазване на животните от заразни болести, паразитози и други особени опасности за животновъдството.

Договарящите се страни си оказват взаимна помощ в следните случаи:

- при вноса, износа или транзита на животни, продукти и суровини от животински произход, както и предмети, които биха могли да бъдат преносители на зарази;
- за взетите мерки от страните в случай на незаразни болести, както и при някоя вредни последици (така например дължащи се на токсични продукти, на радиоактивни вещества и други), които могат да предизвикат големи загуби на животни или намаляване на тяхната продуктивност.

За прилагане на договореностите, предвидени в чл. 4, параграф 1 от Този Договор, компетентните ветеринарни органи могат да сключват специфични споразумения, с които да уточняват ветеринарно-санитарните условия при вноса и износа на живи животни и на продукти от животински произход за териториите на Договарящите се страни.

#### Член 3

Договарящите се страни ще насърчават сътрудничеството в областта на науката и организацията на ветеринарната дейност:

а) Чрез обмяна на опит и знания с цел развитие и по-нататъшно усъвършенстване на ветеринарната медицина и професионалната квалификация на ветеринарните лекари;

б) Като се уведомяват взаимно за провеждането на научни конгреси, както и за други мероприятия, които представляват международен интерес в областта на ветеринарната медицина;

в) Чрез обмяната на специализираната литература и периодични публикации в областта на ветеринарната медицина;

г) Чрез взаимно информиране за организацията на ветеринарното дело и за съществуващите официални разпоредби в тази област.

#### Член 4

1. Министърът на земеделието и горите от страна на Правителството на Френската Република и Министърът на земеделието и горите от страна на Правителството на Народна република България ще изготвят необходимите разпоредби за прилагането на Този Договор.

2. Висшестоящите ветеринарни органи на Договарящите се страни могат да влизат във връзка, за да обменят необходимата информация, посочена в членове 1, 2 и 3 на Този Договор и да се срещат, ако е необходимо, за да се консултират и споделят своя опит.

#### Член 5

Разходите на обмена на документацията и нейния транспорт, посочени в членове 2 и 3 на Този Договор са за сметка на всяка от Договарящите се страни, която я изпраща.

Изпращането на експерти става по взаимно съгласие. В този случай разходите по пътуването са за сметка на страната, която ги изпраща. Страната, която ги посреща, заплаща дневните и квартирните, както и разходите, свързани с пътуване из страната във връзка с целта на пребиваването.

#### Член 6

Този Договор не засяга правата и задълженията на Договарящите се страни, произтичащи от международни договори, в които те участвуват.

#### Член 7

От страна на Френската Република Този Договор се прилага за европейските департаменти, а от страна на Народна република България за територията на страната.

#### Член 8

[1.] Този Договор влиза в сила от първия ден на втория месец от датата на получаването на втората от нотите, с които Договарящите се страни се информират взаимно, че са изпълнени конституционните им изисквания за влизане в сила на Договора.

2. Този Договор се сключва за период от пет години. Той се подновява след изтичането на всеки петгодишен период с мълчаливо съгласие за същия срок. След изтичането на първоначалния период, той може да бъде денонсиран във всеки момент с предизвестие от шест месеца.

3. Този Договор прекратява и заменя, с влизането си в сила, Ветеринарната конвенция, сключена на 30 януари 1968 година между Правителството на Френската Република и Правителството на Народна република България.

Съставен в София на 18 януари 1989 година в два оригинални екземпляра, на френски и български език, като и двата текста имат еднаква сила.

За Правителството  
на Френската Република:

Бертран де Гнлем де Латайяд,  
[Signed — Signé]<sup>1</sup>

За Правителството  
на Народна република България:

Никола Фотев,  
[Signed — Signé]<sup>2</sup>

<sup>1</sup> Signed by Roland Dumas—Signé par Roland Dumas.

<sup>2</sup> Signed by Petar Mladenov—Signé par Petar Mladenov.

[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT<sup>1</sup> ON COOPERATION IN VETERINARY MATTERS  
BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC  
AND THE GOVERNMENT OF THE PEOPLE'S REPUBLIC OF  
BULGARIA

The Government of the French Republic and  
The Government of the People's Republic of Bulgaria,

Desiring to intensify and to expand cooperation between the two countries in veterinary matters, intending to facilitate the exchange of live animals and of products of animal origin between the two countries,

Intending to expand their cooperation in veterinary matters with a view to preventing and combating animal diseases in the interest of both countries, safeguarding human health and promoting the development of animal products,

Have agreed as follows:

*Article 1*

In order to prevent and combat communicable animal diseases, the Contracting Parties shall take the following steps:

1. The Contracting Parties shall notify each other, within the time-limit prescribed by the International Office of Epizootics in Paris, of:

— Any outbreak of the especially dangerous diseases listed below and their course until the outbreak has completely abated:

Rinderpest,  
Contagious bovine pleuropneumonia,  
African horse sickness,  
Blue tongue,  
Sheep pox,  
Classic swine fever,  
African swine fever,  
Foot-and-mouth disease (classic and exotic types),  
Glanders,  
Dourine,  
Teschen disease,  
Swine vesicular disease,  
Aujeszky's disease,  
Tularemia,  
Rabbit myxomatosis;

— The measures taken to combat communicable animal diseases;

<sup>1</sup> Came into force on 1 May 1989, i.e., the first day of the second month following the date of the last of the notifications (of 27 February and 2 March 1989) by which the Contracting Parties had informed each other of the completion of the required constitutional procedures, in accordance with article 8 (1).



— The areas infected by communicable animal diseases, the animal species affected and the number of animals affected;

— The types of virus identified and the presumed initial channels of contagion.

2. The Contracting Parties shall provide each other with all official reports on the situation with regard to especially dangerous communicable animal diseases within the time-limit prescribed by the International Office of Epizootics, in Paris.

3. The Contracting Parties shall inform each other concerning any outbreak of zoonoses or the presence, in animals or in imported food products of animal origin, of any chemical, biological, physical or mechanical elements hazardous or harmful to human health.

4. Where necessary, the Contracting Parties shall offer to assist each other in the diagnosis of the diseases referred to in paragraph 1, and may exchange strains of bacteria and viruses.

#### *Article 2*

The Contracting Parties shall inform each other concerning the conditions and procedures for applying any technique or process to protect animals against communicable animal diseases, parasitic infections or infestations, and other special dangers to livestock, and shall assist each other:

— At the time of the import, export and transit of animals, products and raw materials of animal origin and of articles which could be carriers of contagious elements;

— By exchanging information on measures taken in respect of non-communicable animal diseases and in respect of harmful effects (because of, for example, toxic products or radioactive materials, etc.) that could cause major loss of animals or reduce the productivity of livestock.

For the application of the arrangements provided for in article 4, paragraph 1, of this Agreement, the competent veterinary authorities may conclude separate arrangements setting the veterinary health standards for the import and export of live animals and products of animal origin between the territories of the Contracting Parties.

#### *Article 3*

The Contracting Parties shall encourage scientific cooperation and cooperation in organizational activities in the veterinary field:

(a) By exchanging knowledge and experience in connection with training and continuing training in veterinary medicine and with the professional skills of specialists in veterinary medicine;

(b) By informing one another of planned scientific veterinary congresses and other meetings of international interest in the veterinary field;

(c) By exchanging specialized literature and recent periodical publications in the field of veterinary medicine;

(d) By communicating to each other any information concerning the organization of veterinary services and the regulations and laws applicable in veterinary matters.

#### Article 4

1. The Minister of Agriculture and Forestry in the case of the Government of the French Republic and the Minister of Agriculture and Forestry in the case of the Government of the People's Republic of Bulgaria shall conclude, as required, any arrangements necessary for the implementation of this Agreement.

2. The high-level veterinary authorities of the Contracting Parties may enter into contact to exchange the information referred to in articles 1, 2 and 3 of this Agreement and meet, if necessary, to consult and to share their experience.

#### Article 5

The costs incurred in the exchange of documentation and the transport thereof, referred to in articles 2 and 3, shall be borne by the Contracting Party sending the documentation.

The sending of experts shall take place by mutual agreement. In such cases, the travel expenses shall be borne by the Party sending the experts. The Party receiving them shall defray the costs of their stay and the costs incurred in travel in its territory connected with the purpose of their stay.

#### Article 6

This Agreement shall not in any way affect rights and obligations under international agreements previously signed by the Contracting Parties.

#### Article 7

This Agreement shall apply, in the case of the French Republic, to its European *départements* and, in the case of the People's Republic of Bulgaria, to its territory.

#### Article 8

1. Each Party shall notify the other of the completion of the procedures required by its Constitution for the entry into force of this Agreement. The Agreement shall enter into force on the first day of the second month following the date of the second notification.

2. This Agreement is concluded for a term of five years. It shall be automatically renewable, upon the expiry of each term, for a further five-year term.

After the expiry of the initial term, it may be denounced at any time upon six months' notice.

3. This Agreement shall, upon its entry into force, abrogate and replace the Veterinary Convention concluded on 30 January 1968 between the Government of the French Republic and the Government of the People's Republic of Bulgaria.

DONE at Sofia on 18 January 1989, in duplicate in the French and Bulgarian languages, both texts being equally authentic.

For the Government  
of the French Republic:  
[ROLAND DUMAS]

For the Government  
of the Bulgarian People's Republic:  
[PETAR MLADENOV]